

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

# Les ratés de l'intégration régionale !

**«Si nous n'avons pas signé l'accord d'association avec l'Union européenne, nous aurions peut-être achevé le processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce», a estimé M. Mohamed Bennini, DG de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), en marge d'une journée d'étude sur le commerce extérieur et l'appui aux exportations hors hydrocarbures, tenue jeudi dernier au palais de la culture Malek-Haddad de Constantine.**

D'après ce responsable, les négociateurs algériens se retrouvent dans une situation politique gênante : «Accorder plus de privilèges aux Américains au sein de l'OMC inquiète les Européens. Favoriser ces derniers, eu égard de cet accord d'association, suscitera les réserves des concurrents américains...». Le processus n'a pas été gelé mais, ajoutera-t-il, du moment que son adhésion est volontaire, l'Algérie a préféré observer une «pause», compte tenu du contexte économique mondial tendu. Le ministre du Commerce, M. El Hachemi Djaâboub, qui a précisé à l'occasion d'une sortie médiatique récente que l'Algérie répondra incessamment aux requêtes de l'OMC sur les points encore en suspend, a, cependant, annoncé la couleur : pas de concessions et les orientations économiques «protectionnistes», contenues dans la loi de finances complémentaire 2009 sont irréversibles.

En tout cas, l'accord d'association avec l'Union européenne, continue d'expliquer M. Bennini, ne profite pas assez aux opérateurs économiques algériens et pour cause, illustrera-t-il, l'accord d'association (2005) ne décrète pas les exonérations fiscales négociées en 1996 sur, à titre d'exemple, les produits agricoles, agroalimentaires ou autres d'artisanat algérien.

Des charges qui s'ajoutent à celles liées aux défaillances de la chaîne logistique et son corollaire de surcoût du transport, aux procédures bancaires dissuasives...

«Ces défaillances pèsent de la même manière sur les opérations d'importation, sauf qu'en Algérie, nous avons l'impression que personne ne se soucie de la répercussion des coûts sur le consommateur. Cependant, en Europe ou ailleurs, de tels surcoûts font perdre à nos producteurs leurs

avantages comparatifs et les découragent à exporter leurs marchandises», analysera-t-il.

Selon M. Bennini, pour qui des décisions courageuses s'imposent afin d'alléger la facture à l'export, le surcoût du transport est dû essentiellement à l'insuffisance des dessertes maritimes et aériennes disponibles à travers les réseaux des compagnies algériennes de transport, y compris à l'intérieur du pays, et aussi le Fonds spécial de soutien aux exportations ne subventionne plus les frais du transport comme avant (de 50 à 80 %, selon le produit).

Depuis 2004, précisera M. Bennini, ledit fonds n'assume que 25 % des frais, ce qui est, à ses yeux, insuffisant surtout pour les produits périssables comme les produits agricoles.

Autre contrainte, épineuse soit-elle, la législation sur le change et le crédit n'est pas si souple, jugera-t-il, pour faciliter l'ouverture de représentations commerciales à l'étranger, des bureaux ayant pour mission d'assurer une présence permanente sur les marchés potentiels. Il énumérera, néanmoins, les missions de son organisme et les mesures dont peuvent bénéficier les exportateurs potentiels algériens dans une conférence intitulée : «La présentation de l'Algex, son rôle et son appui aux exportations hors hydrocarbures et le cadre incitatif à l'exportation.»

Ainsi, il a évoqué le soutien en matière de participation aux foires et autres manifestations économiques mondiales, l'étude du marché et la prospection des marchés. Des opérations que l'Etat, via l'Algex, assume entièrement pour certains domaines de production. M. Bennini, qui considère que la structure traditionnelle des exportations algériennes basée sur les produits primaires et les demi-produits n'a pas évolué en dépit des avan-

cées réussies dans certains domaines de transformation (pétrochimie, mécanique, pharmacie, cosmétique...), a indiqué que des débouchés à ces produits existent notamment à l'échelle régionale.

Le problème, selon ses termes, réside dans le manque de visibilité des opérateurs algériens, le manque d'information et aux retards accusés dans l'intégration économique. Dans ce sens, il quantifiera, en faisant référence à une expertise de renommée mondiale, le manque à gagner lié au problème d'intégration au sein de l'Union du Maghreb arabe (UMA) à au moins deux points supplémentaires par an (2 %) en terme de croissance.

En 2008, les exportations algériennes hors hydrocarbures n'ont pas dépassé les 1,15 milliard de dollars américains, soit une couverture en devises de 20 jours seulement à l'import au moment où les importations ont atteint les 37 milliards de dollars américains. 60 % de ces échanges s'effectuent avec les Européens.

## Garantie des exportations, de nouveaux produits d'assurances

En amont, l'on constate plutôt la frilosité du secteur privé conjuguée par un taux d'investissement des plus faibles et un système bancaire obsolète. Les banques, en surliquidités, ne prêtent pas aux petites et moyennes entreprises (elles n'accordent des crédits qu'aux «gros» clients), faiblesse des autres canaux de financement comme l'emprunt obligataire (la dernière opération, celle dirigée par le Groupe Dahli pour financer le projet d'Alger Médina, fut un fiasco).

De plus, le manque de confiance engendré par la crise économique mondiale ne favorise pas l'accès aux financements étrangers. Les multinationales ont revu leurs plans expansionnistes et les investissements directs étrangers (IDE) ont baissé considérablement. La croissance continue à être tirée par les dépenses publiques. En témoignent les budgets colossaux engagés

dans la construction de l'infrastructure du pays.

La loi de finances 2010 en prévoit encore la mobilisation de plus de 3 000 milliards de dinars (30 milliards d'euros). Une dynamique qui ne profite malheureusement pas aux entreprises algériennes, en manque de compétitivité.

Dans ce contexte, la Cagex (Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations) a lancé, selon son directeur commercial, M. Akli Saim, deux nouveaux produits pour encourager les opérateurs algériens à se lancer notamment sur les marchés de la Zone arabe de libre-échange et redonner confiance aux banquiers pour financer les opérations d'import-export. En l'occurrence, la police d'assurance aux investissements et la police d'assurance au crédit documentaire. Ce deuxième produit, destiné aux banquiers, garantira les transactions qui se font par crédit documentaire, mode de paiement le plus sécurisé jusqu'à l'avènement de la crise économique mondiale et la vague des dépôts de

bilans affectant les banques confirmatives. Une garantie contre les mauvais payeurs qui profitera de facto aux exportateurs puisque, argumentera-t-il, une faillite sur trois de par le monde est due à un mauvais payeur d'autant que 25 à 50 % de non-paiements sont posés par des clients stables et connus (en cas de conflits armés, dépôts de bilans...). Selon M. Saim, la police d'assurance du crédit documentaire, facultative soit-elle, encouragera les banques à se lancer dans l'aventure aux côtés de l'exportateur algérien pour qu'il ne rate pas des marchés.

Ce faisant, M. Bennini a conseillé qu'il est «préférable» pour les exportateurs algériens qui ne peuvent négocier, à l'instant, en position de force pour les raisons connues, de ne pas exiger le crédit documentaire comme mode de paiement. Conclusion : la mise à niveau des entreprises algériennes s'impose pour, d'abord, améliorer leur compétitivité sur le marché local et se lancer, ensuite, dans l'export.

**Lyas Hallas**

## CHAKIB KHELIL Y A INSPECTÉ DES PROJETS

# Des évènements majeurs pour Oran

**M. Chakib Khelil, qui se trouvait à Oran jeudi dernier pour une visite entrant dans le cadre des préparatifs du LNG 16 prévu le 21 avril 2010 à Oran, a donné une conférence de presse au siège de Sonatrach Aval en présence des P-dg de Sonatrach et de la Sonelgaz, ainsi que du vice-président Aval, M. Faghoul, qui est le président du Comité de pilotage chargé de l'organisation de cette conférence mondiale.**

Ainsi, le ministre, qui a d'abord assuré que les structures du CCO et du chapiteau de l'aéroport d'Es-Senia seront réceptionnées le 31 décembre 2010, a estimé que la remontée des prix du pétrole, qui ont atteint les 80 dollars ces derniers temps, était liée aux «informations faisant état d'une reprise de l'économie mondiale au début de l'année 2010...»

Et de poursuivre que «jusqu'ici les prix du pétrole n'étaient pas régis par l'offre et la demande, mais c'était la baisse du dollar, les investissements lourds et la spéculation qui causaient la montée des prix... Aujourd'hui, on assiste de nouveau à une

remontée parce qu'à nouveau, le pétrole devient une valeur refuge pour les spéculateurs...» .Par rapport au dollar, la monnaie de référence mondiale qui est en baisse, M. Chakib Khelil ne pense pas comme certains autres pays producteurs et exportateurs de pétrole qu'il faut aller vers un changement de monnaie : «Il faut changer mais si tout le monde est d'accord... mais il y a un risque car si on change comme l'a fait l'Iran, on n'a aucune garantie qu'un an après cette nouvelle monnaie sera toujours forte...» Et d'expliquer que l'Algérie dans tous les cas de figure est obligée d'échanger et d'acheter des devises.

Revenant sur les préparatifs du LNG 16, le ministre a estimé que les actions de sensibilisation auprès des citoyens, des opérateurs des restaurateurs devaient se poursuivre pour permettre un bon accueil aux participants du LNG 16. L'on évoque ainsi quelque 5 000 visiteurs à Oran.

Satisfait de l'avancement des travaux y compris au niveau de l'embellissement, des voiries et réalisation des trémies, le ministre de l'Energie a, néanmoins, soulevé une question qui devrait trouver une solution le plus rapidement possible avec les banques et la Banque d'Algérie, c'est-à-dire permettre l'acquisition et l'installation

des équipements pour le paiement par carte bancaire. «Les visiteurs qui viendront à Oran ne vont pas utiliser des espèces mais uniquement des cartes de paiement, il faut que dans les restaurants et ailleurs l'on puisse s'en servir...»

Interrogé sur l'exploitation du grand centre des conventions d'Oran, M. Chakib Khelil dira que cette structure devra accueillir des évènements internationaux majeurs et pas seulement pour le secteur de l'énergie.

Une structure qui sera gérée par des sociétés étrangères et des filiales de Sonatrach et qu'il faudra donc rentabiliser. D'ores et déjà, il est prévu la tenue du LNG 16 en avril qui sera suivi du Forum des pays producteurs et exportateurs de pétrole, et en novembre 2010, ce sera la semaine de l'énergie et plus tard courant 2011, le Congrès mondial de l'énergie.

Mais dès début de mars prochain, la réunion de l'Association internationale du gaz se tiendra au CCO. La ville d'Oran se voit ainsi promue malgré elle capitale algérienne des grands évènements, reste à savoir si pour les Oranais, leurs problèmes de voirie, de chômage et d'accès à l'eau et au gaz seront résolus.

**Fayçal M.**

## LE P-DG DU CPA DEPUIS SÉTIF :

# «Améliorer la relation clients-banque»

**En marge de la visite qui l'a conduit, mercredi dernier à Sétif, et entrant dans le cadre de la politique de soutien aux programmes de développement économique et de la stratégie d'accompagnement de la clientèle, le président directeur-général de la banque CPA, M. Mohamed Djellab, a animé un point de presse au niveau de l'hôtel El-Hidhab.**

Le P-dg, soutenu pour l'occasion par les principaux cadres dirigeants du CPA, a expliqué aux représentants de la presse nationale les objectifs de ce genre de rencontre qui, selon lui, ont pour objet de faire un état des lieux sur les relations entre la banque et sa clientèle et de recenser les propositions éventuelles pour les renforcer dans l'intérêt commun. Ces sorties du P-dg du CPA sont aussi l'occasion de communiquer à la clientèle les nouveaux produits et services lancés par la banque ainsi que les différents programmes de modernisation réalisés et visant l'amélioration de la qualité des

prestations pour la rehausser au niveau des standards internationaux.

M. Djellab a dévoilé les stratégies de modernisation des outils de gestion, entamées depuis des années par sa banque et à tous les niveaux. De l'informatisation des systèmes de transaction à la formation du personnel en passant par l'ouverture de sa banque vers le système international des protocoles.

Le souhait d'élargir le réseau des agences en «jaune et bleu» à travers tout le pays demeure parmi les préoccupations majeures de la centrale qui œuvre pour une meilleure couverture

que ce soit sur le plan quantitatif que qualitatif.

Sur une question relative à la modalité d'octroi des différents crédits alloués (entreprises, immobilier, Ansej et autres), M. Djellab a affirmé que le CPA est la première banque, après la Cnep qui accorde des crédits immobiliers pour promouvoir le secteur de l'immobilier et du bâtiment et travaux publics et ce, depuis 1989.

Quant aux dispositifs d'aide aux jeunes dont l'Ansej, 100% des dossiers validés par la commission concernée, sont financés par la banque.

Le P-dg de la banque a également saisi l'occasion de ce genre de rencontre pour expliquer à ses clients le contenu des principales dispositions de la loi de finances complémentaire (LFC) ainsi que leurs impacts positifs sur le plan économique notamment en matière de soutien des investisse-

ments ainsi que la rationalisation et la sécurisation des activités de commerce extérieur.

A ce titre, M. Djellab a réitéré à ses interlocuteurs les dispositions prises par la banque sur les différents plans pour accompagner sa clientèle et de lui permettre de réaliser ses opérations d'investissement et d'importation dans les meilleures conditions.

Le choix de la région de Sétif comme première escale du P-dg n'était pas du tout fortuit. «Sétif est devenue un pôle économique incontournable par l'importance économique et industrielle que recèle cette wilaya. La plupart des clients du CPA sont de la région de Sétif. A cet effet et à la date du 30 septembre, notre banque a accordé des crédits pour un montant de 33 milliards de dinars aux investisseurs basés à Sétif. Pour ce qui est des crédits immobiliers, la wilaya de Sétif détient, à elle seule,

plus de 11 % du total du crédit accordé par la banque au niveau national», a déclaré M. Djellab.

«Ce sont des rencontres que la banque populaire organise traditionnellement dans les différentes régions du pays et s'inscrivent dans le cadre de ses actions de communication directe et de proximité en vue de se rapprocher davantage des opérateurs économiques de manière générale et de sa clientèle en particulier», ponctuera-t-il.

C'est pour cela d'ailleurs, qu'une visite de certaines unités de production a été menée par le P-dg avant de réunir les cadres et directeurs des agences CPA implantées à Sétif, «pour établir un état des lieux, communiquer les attentes de la direction et surtout évaluer les performances de nos cadres et de nos agences» renchérit M. Djellab.

**Imed Sellami**